

La note de Conjoncture de la CAPEB

UN SUPPLÉMENT
DE LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
2^e trimestre 2026

Juillet 2026

Mémo 2^e trim. (évolution en volume)

Activité artisanat
du bâtiment

↘ -1,5%

Neuf

↘ -1,5%

Entretien-Rénovation

↘ -1,5%

EN SYNTHÈSE

UNE REPRISE ENCORE INTROUVABLE

Au deuxième trimestre 2026, l'artisanat du bâtiment reste enlisé dans une phase de recul avec une activité en baisse de -1,5 % en glissement annuel, avec une détérioration de l'activité dans l'entretien-amélioration. Toutefois, la composition de ce repli évolue : le neuf poursuit son redressement progressif, avec une baisse limitée à -1,5 % après -2,5 %, tandis que l'entretien-amélioration se dégrade de nouveau, également à -1,5 % après -1. En revanche, l'activité liée à la performance énergétique, s'améliore et se stabilise ce trimestre après plusieurs périodes de recul.

Au deuxième trimestre 2026, l'activité de l'artisanat du bâtiment demeure orientée à la baisse, avec un recul de -1,5 % en volume sur un an comme au trimestre précédent. Les carnets de commandes cessent parallèlement de progresser et se stabilisent à 80 jours de travail à venir en moyenne. La situation est légèrement plus défavorable pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, dont les carnets enregistrent même un léger recul en moyenne.

Dans le neuf, les indicateurs avancés confirment une amélioration désormais plus nette, même si le volume d'activité des entreprises artisanales reste encore orienté à la baisse : le recul du neuf se limite à -1,5 % au deuxième trimestre 2026, après -2,5 % au trimestre précédent. À fin mai 2026, les autorisations de logements progressent de 14,7 % sur douze mois, pour atteindre 384 900 unités, tandis que les mises en chantier augmentent de 18,8 %, à 295 200 logements. Le mouvement concerne la plupart des segments, notamment les logements en résidence et l'individuel pur. Toutefois, ces niveaux demeurent encore inférieurs à leur moyenne des cinq dernières années, respectivement de 5,7 % pour les autorisations et de 13 % pour les mises en chantier.

En entretien-amélioration, les ressorts de la demande apparaissent plus fragiles. Après une baisse de -1 % au premier trimestre, le volume d'activité de l'entretien-amélioration se dégrade de nouveau au deuxième trimestre 2026, à -1,5 %. Les ventes de logements anciens, bien qu'encore supérieures à leur niveau d'un an auparavant avec 949 000 transactions cumulées sur

douze mois à fin mai (+5,7 %), semblent marquer le pas. En parallèle, les montants mensuels de crédits nouveaux à l'habitat reculent en avril puis en mai. Dans ce contexte, la stabilisation des travaux de rénovation énergétique, après six trimestres consécutifs de baisse, fait figure d'exception.

Les disparités entre les corps de métiers sont moins marquées ce trimestre. Tous demeurent en recul, dans une fourchette comprise entre -1 % et -2%. La maçonnerie et la couverture-plomberie-chauffage résistent relativement mieux, tandis que la menuiserie-serrurerie et l'aménagement-décoration-plâtrerie affichent les replis les plus marqués. À l'échelle régionale, le tableau est plus contrasté : quelques régions repassent en positif, notamment les Pays de la Loire, la Bretagne et le Centre-Val de Loire, mais la baisse demeure majoritaire sur le reste du territoire, avec un recul particulièrement prononcé en Bourgogne-Franche-Comté.

Le principal motif d'inquiétude vient désormais de la situation financière des entreprises. Le solde d'opinion sur la trésorerie se dégrade fortement à -32 points après -18 points au trimestre précédent : 35 % des entreprises déclarent une détérioration de leur trésorerie, contre seulement 3 % une amélioration. Les besoins de financement concernent désormais 26 % des entreprises, soit 6 points de plus qu'un an auparavant, principalement sous l'effet de l'allongement des délais de paiement et des impayés. Cette fragilité est renforcée par le conflit iranien, dont les conséquences se sont matérialisées pour les entreprises au deuxième trimestre.

Après un choc initial observé sur les prix des carburants, qui a renchéri le coût des déplacements vers les chantiers, des hausses ont été progressivement appliquées par les fournisseurs en avril, mai et juin, notamment sur les familles des produits dérivés du pétrole.

L'emploi demeure, lui aussi, sous pression. Au premier trimestre 2026, l'emploi salarié du BTP recule de 2,2 % sur un an dans les entreprises de moins de 20 salariés, soit plus de 17 000 emplois détruits sur un an dont environ 12 000 dans les entreprises jusqu'à 10 salariés du bâtiment. Quelques signaux apparaissent néanmoins du côté des intentions d'embauche : pour la première fois depuis le premier semestre 2024, la part d'entreprises envisageant de recruter dépasse celle envisageant un licenciement ou un non-renouvellement de contrat.

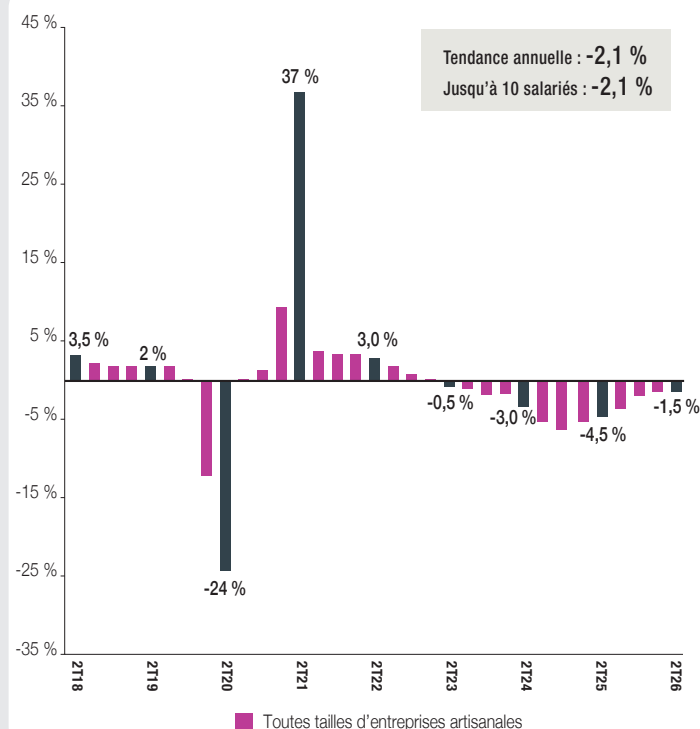
Ainsi, le deuxième trimestre 2026 confirme une conjoncture paradoxale. La construction neuve réduit progressivement son repli, les travaux de rénovation énergétique cessent de reculer, et certaines régions renouent même avec une légère croissance, tandis que l'entretien-amélioration reste mal orienté et que la situation financière se détériore nettement. L'artisanat du bâtiment n'est plus seulement confronté à une reprise lente : il doit désormais composer avec une fragilité de trésorerie et de marges qui retarde encore la sortie de crise, et fera probablement de 2026 une quatrième année de recul.

VOLUME D'ACTIVITÉ

L'activité ne recule plus en performance énergétique

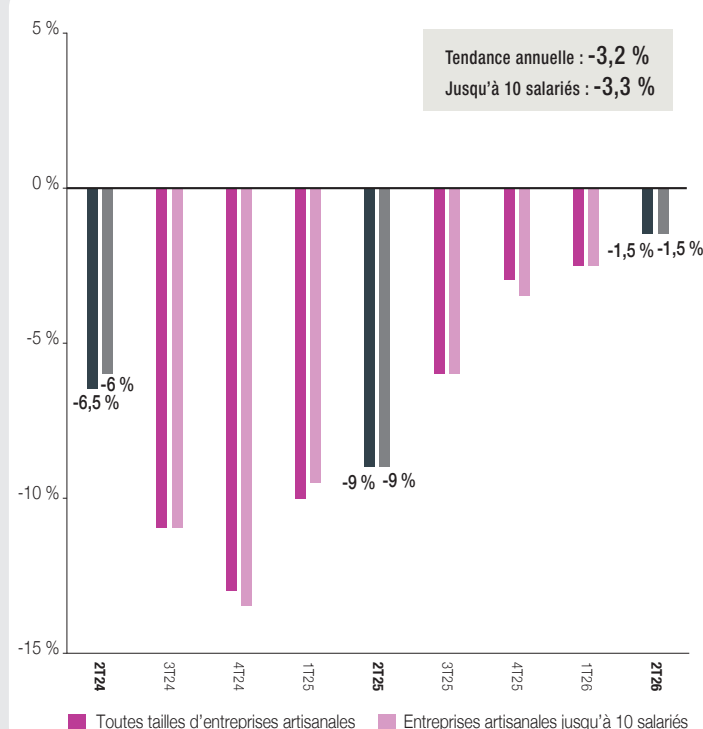
Au deuxième trimestre 2026, le volume d'activité des entreprises artisanales du bâtiment recule encore de 1,5 % par rapport à la même période de 2025. Cette évolution globale masque toutefois des dynamiques contrastées selon les segments du marché. En construction neuve, la baisse de l'activité continue de s'atténuer (-1,5 % ce trimestre après -2,5 % au trimestre précédent), confirmant une amélioration

Activité artisanat



progressive de la tendance. À l'inverse, l'entretien-amélioration se dégrade légèrement (-1,5 % après -1 %), interrompant le mouvement de redressement observé ces derniers trimestres. Cette évolution est néanmoins accompagnée d'une amélioration du côté des travaux de rénovation énergétique. Après six trimestres consécutifs de baisse de 1,5 % en glissement annuel, leur activité se stabilise ce trimestre.

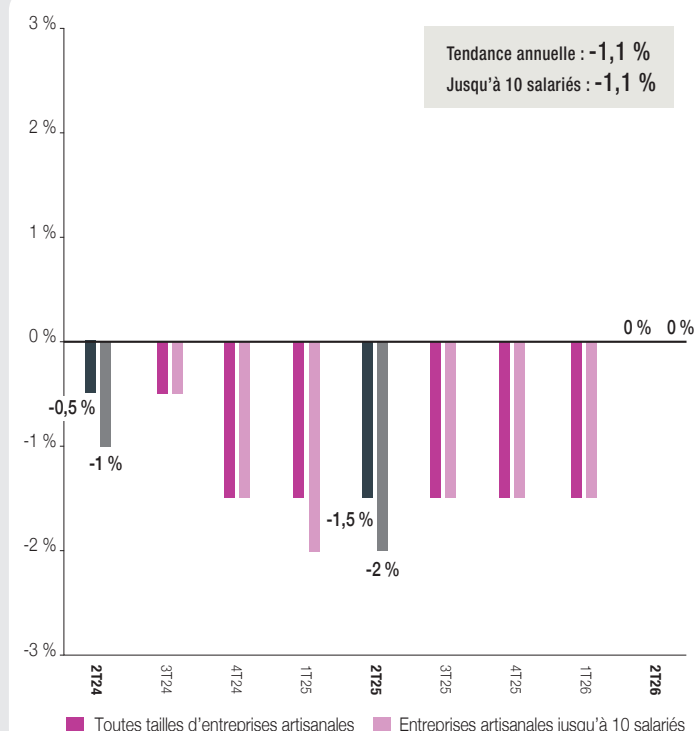
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris travaux de performance énergétique)



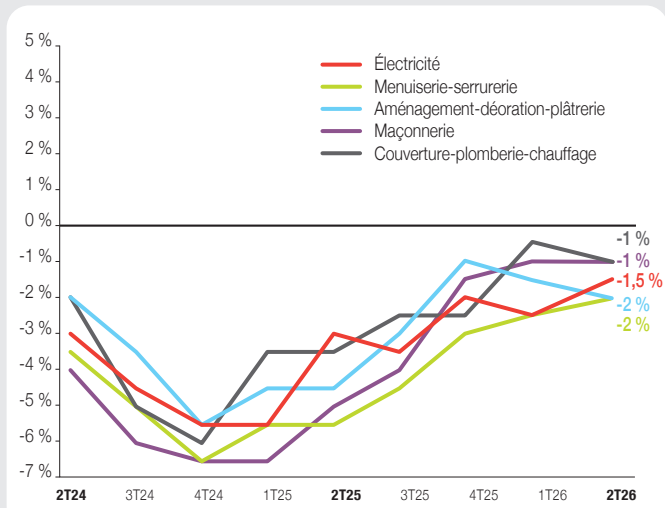
Travaux de rénovation énergétique



ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Un recul de l'activité compris entre -1 % et -2 % pour l'ensemble des corps de métiers

Au deuxième trimestre 2026, le recul de l'activité se poursuit entre -1 % et -2 % pour les différents corps de métiers. Le recul le plus important concerne de nouveau les entreprises de menuiserie-serrurerie ce trimestre (-2 %), rejointes par les entreprises d'aménagement-décoration-plâtrerie dont la tendance sur l'activité se dégrade (-2 % après -1,5 %). Le repli de l'activité est légèrement moins important pour les entreprises d'électricité, et est le moins marqué pour les entreprises de maçonnerie et de couverture-plomberie-chauffage (-1 %).

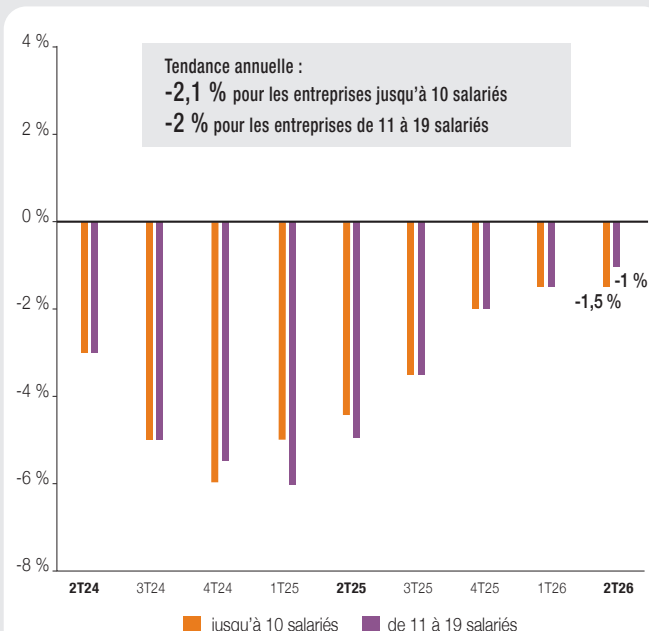


Source : CAPEB - Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Un recul légèrement plus marqué pour les entreprises artisanales jusqu'à 10 salariés

Au deuxième trimestre 2026, le recul du volume d'activité est légèrement plus marqué pour les entreprises jusqu'à 10 salariés (-1,5 %) que pour les entreprises de 11 à 19 salariés (-1 %).



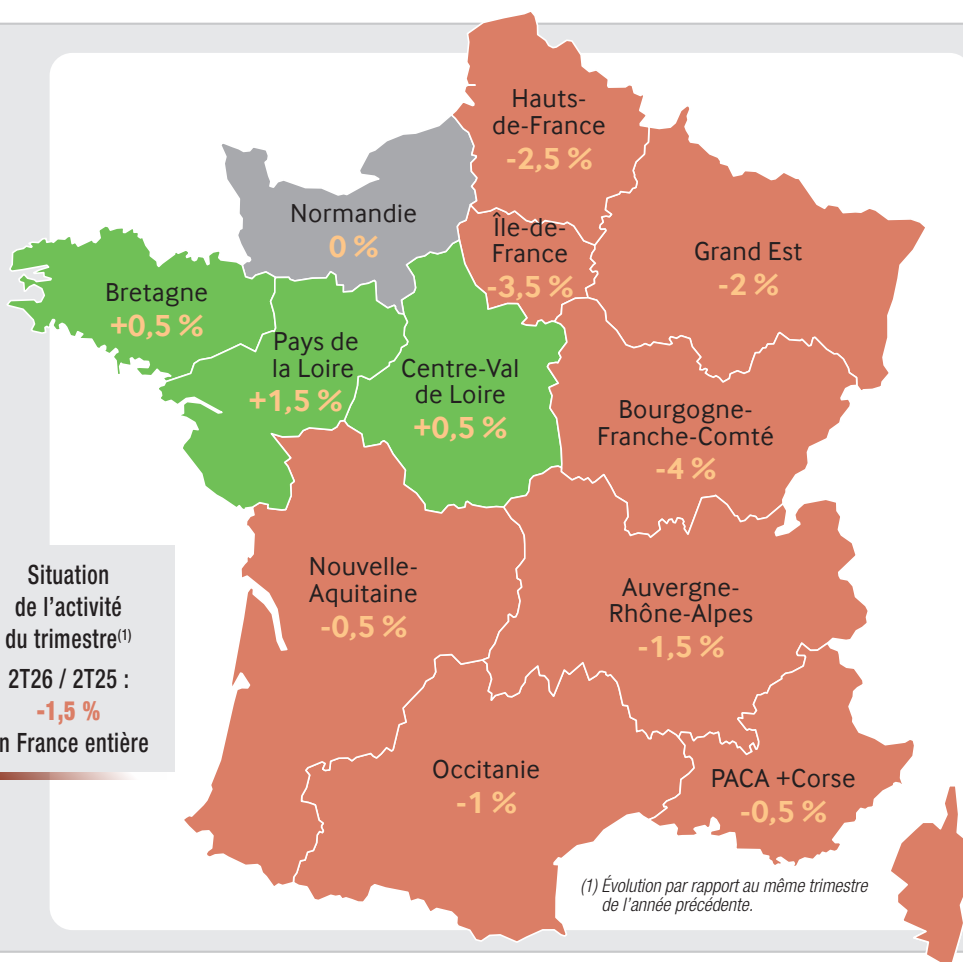
Source : CAPEB - Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédent.

ACTIVITÉ PAR RÉGION

Activité réalisée au 2T2026

Au 2^e trimestre 2026, le volume d'activité des entreprises artisanales du bâtiment progresse en glissement annuel dans plusieurs régions. La hausse la plus marquée est enregistrée dans les Pays de la Loire (+1,5 %), devant la Bretagne et le Centre-Val de Loire (+0,5 %). En Normandie, l'activité reste stable, tandis qu'elle demeure orientée à la baisse dans le reste du territoire. Les reculs s'échelonnent entre -4 % en Bourgogne-Franche-Comté et -0,5 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Nouvelle Aquitaine.

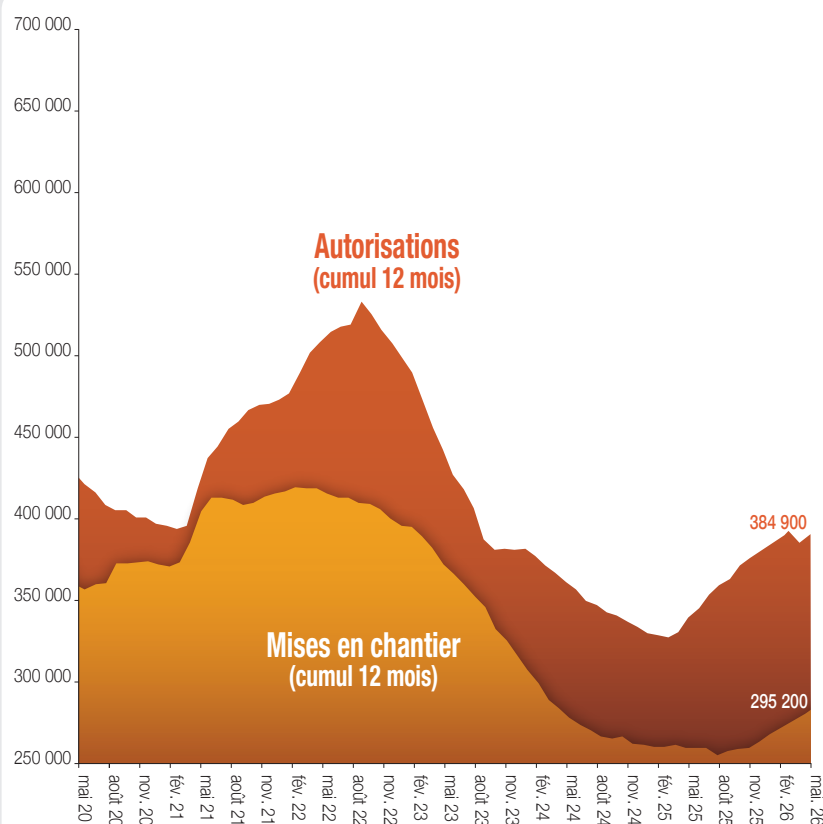
Situation de l'activité du trimestre⁽¹⁾
2T26 / 2T25 :
-1,5 %
en France entière



(1) Évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS

Les autorisations et mises en chantier en augmentation sur un an



En mai 2026, le nombre d'autorisations de logements cumulées sur 12 mois s'établit à 384 900 unités, en hausse de 14,7 % par rapport aux douze mois précédents. Cette progression concerne l'ensemble des segments, mais à des rythmes différenciés. Le logement collectif totalise 188 100 autorisations, soit une augmentation de 12,3 % sur un an. Les logements individuels, au sens large, atteignent 139 100 autorisations, en hausse de 16,7 %. Cette évolution masque toutefois des dynamiques contrastées : les logements individuels purs enregistrent une forte progression (+24,8 %, soit 95 500 autorisations), tandis que les logements individuels groupés n'augmentent que faiblement (+2,1 %, à 43 600 unités). Les logements en résidence demeurent également bien orientés avec 57 700 autorisations, en hausse de 17,9 % sur un an.

Du côté des mises en chantier, la reprise apparaît particulièrement marquée. Sur les douze derniers mois arrêtés à fin mai 2026, 295 200 logements ont été mis en chantier, soit une augmentation de 18,8 % par rapport à la même période un an auparavant.

Les logements individuels totalisent 106 700 mises en chantier, en progression de 18,2 %. Cette hausse concerne aussi bien les logements individuels purs, qui atteignent 72 500 unités (+19,2 %), que les logements individuels groupés, avec 34 200 unités (+16,1 %). Les logements collectifs représentent 143 000 mises en chantier, en hausse de 12,0 %, tandis que les logements en résidence affichent la progression la plus spectaculaire avec 45 500 unités, soit une augmentation de 49,9 % sur un an.

Le redressement de la construction neuve se poursuit, mais les nombres de logements autorisés et mis en chantier cumulés sur 12 mois demeurent nettement inférieurs à la moyenne des 5 dernières années (-5,7 % et -13 % respectivement).

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à fin mai 2026)

Variation

(juin 2025 à mai 2026 / juin 2024 à mai 2025)

Individuel	139 100	+16,7 %
- Individuels purs	95 500	+24,8 %
- Individuels groupés	43 600	+2,1 %
Collectifs	188 100	+12,3 %
Logements en résidence	57 700	+17,9 %
Total	384 900	+14,7 %

Type de logements mis en chantier

Cumul des 12 derniers mois (résultats à fin mai 2026)

Variation

(juin 2025 à mai 2026 / juin 2024 à mai 2025)

Individuels	106 700	+18,2 %
- Individuels purs	72 500	+19,2 %
- Individuels groupés	34 200	+16,1 %
Collectifs	143 000	+12,0 %
Logements en résidence	45 500	+49,9 %
Total	295 200	+18,8 %

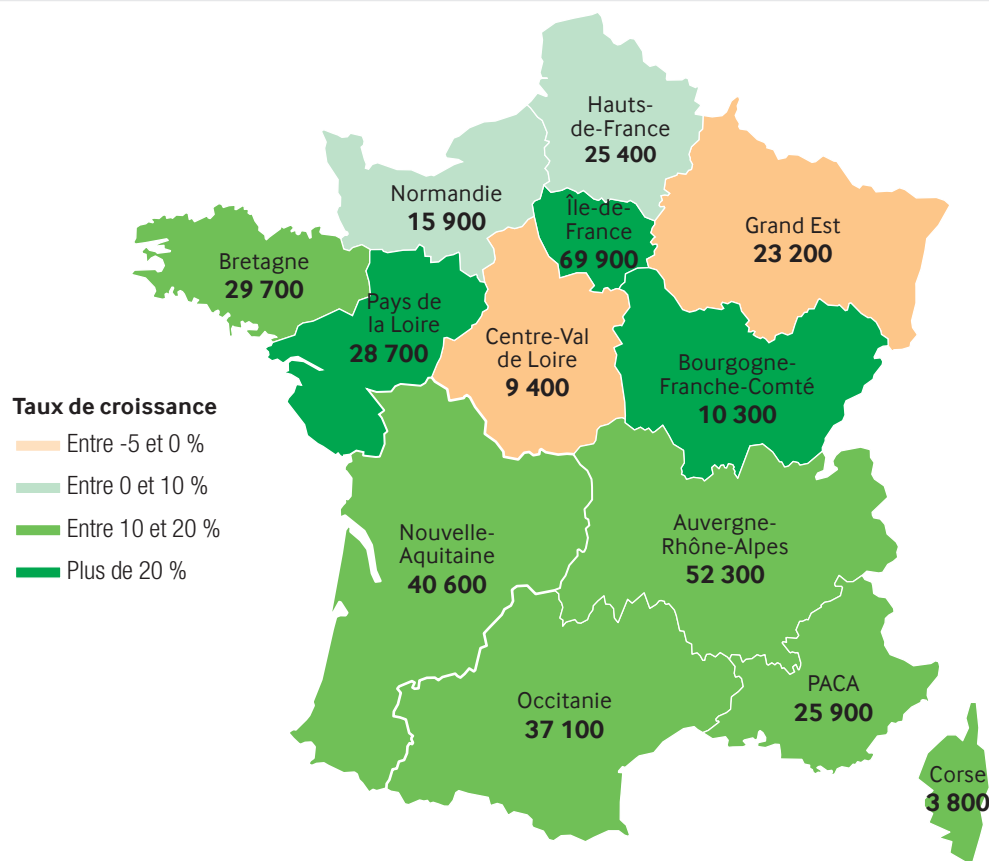
Source : SDES, Sita@del2 (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

La somme des valeurs peut ne pas correspondre exactement aux totaux en raison des arrondis.

Avertissement : les estimations des mises en chantiers sont susceptibles de donner lieu à des révisions significatives.

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

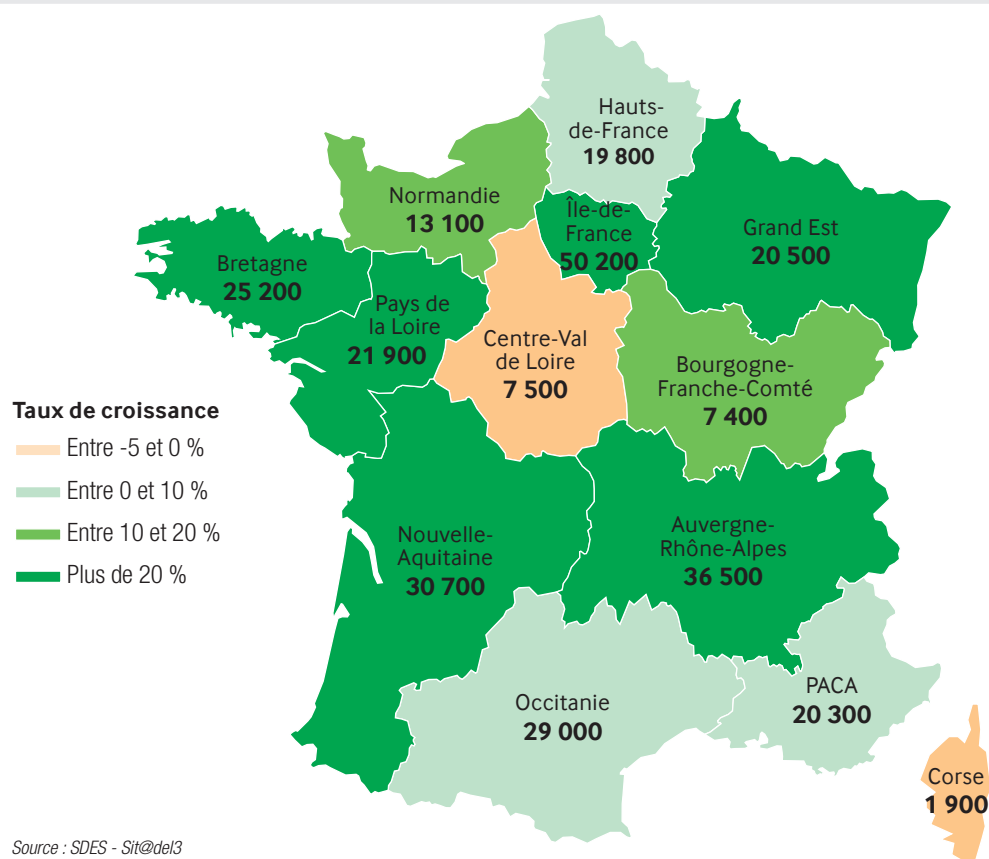
LOGEMENTS AUTORISÉS (DE JUIN 2025 À MAI 2026)



À l'échelle régionale, le nombre d'autorisations cumulées sur 12 mois continue de progresser en mai 2026 par rapport à mai 2025. Seuls le Centre-Val de Loire (-2,8 %) et le Grand Est (-0,1 %) enregistrent encore un recul. Les hausses les plus marquées concernent les Pays-de-la-Loire (+27,1 %), la Bourgogne-Franche-Comté (+26,5 %), l'Île-de-France (+23,7 %) et la Corse (+19,9 %). La progression demeure plus modérée, mais néanmoins significative, dans les autres régions.

Grille de lecture : dans la région Hauts-de-France, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2025 à mai 2026, a enregistré une progression comprise entre 0 et 10 % par rapport à la période de douze mois précédente. Ainsi à la fin mai 2026, le cumul sur un an des permis de construire s'établissait à 25 400.

LOGEMENTS MIS EN CHANTIER (DE JUIN 2025 À MAI 2026)

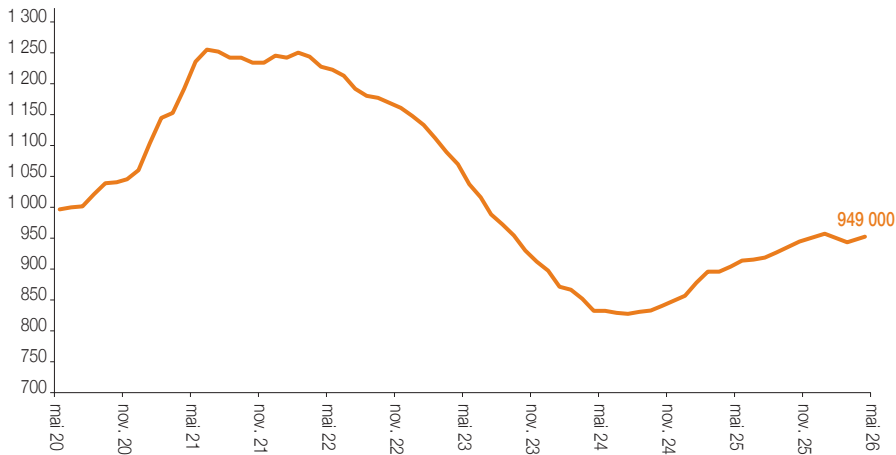


Comme les autorisations, les mises en chantier cumulées sur 12 mois en mai 2026 progressent sur un an dans la majorité des régions. Deux régions affichent encore une tendance négative, bien que légère : la Corse (-4 %) et le Centre-Val de Loire (-0,7 %). La hausse la plus marquée est enregistrée en Île-de-France (+32,3 %), suivie de la Bretagne (+29,9 %), du Grand Est (+28,5 %), de l'Auvergne-Rhône-Alpes (+25,7 %) et de la Normandie (+19,3 %). Dans les autres régions, l'évolution reste positive mais plus modérée, comprise entre +2,3 % dans les Hauts-de-France et +12 % en Bourgogne-Franche-Comté.

Grille de lecture : dans la région Occitanie, le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de juin 2025 à mai 2026, a enregistré une augmentation comprise entre 0 et 10 % par rapport à la période de douze mois précédente. Ainsi à la fin mai 2026, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 29 000.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulées sur les douze derniers mois



949 000 logements anciens vendus

La hausse des ventes de logements anciens semble ralentir. On en dénombre 949 000 cumulées sur 12 mois en mai 2026, soit un niveau supérieur de 5,7 % à celui de mai 2025, et comparable à celui de novembre 2023.

Source : IGEDD d'après Insee, base notariale et DGFIP (MEDOC).

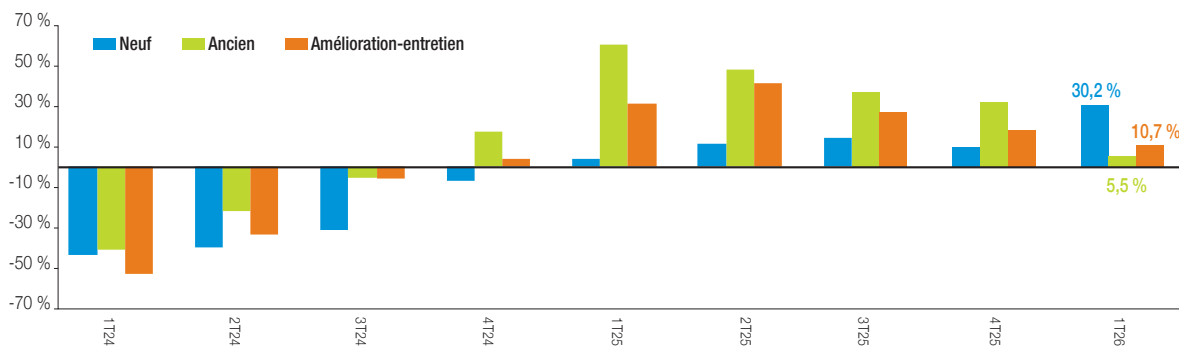
FINANCEMENT DE LA DEMANDE

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Les crédits à l'habitat en hausse nette pour les logements neufs

Les crédits à l'habitat accordés au 1^{er} trimestre 2026 s'élèvent à 31,5 Milliards d'euros sur le trimestre. Ce montant est moins important qu'au dernier trimestre 2025 (-13,1 %), mais est en hausse en glissement annuel (+8,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025). La hausse est plus nette pour les crédits destinés à l'achat de logements neufs (+30,2 %) que pour les logements anciens (+5,5 %) ou l'entretien-amélioration (+10,7 %). Toutefois, en avril et mai 2026, les montants mensuels de nouveaux crédits à l'habitat accordés sont en baisse (sur un mois comme sur un an).

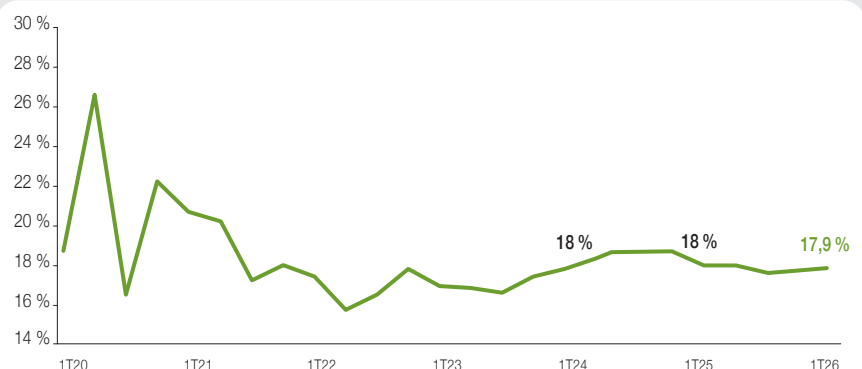
Évolution des montants accordés de crédits à l'habitat, en glissement annuel (T/T-4)



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Après une période d'augmentation, le taux d'épargne des ménages poursuit sa stabilisation à un niveau légèrement en dessous de son pic de 2024, mais toujours nettement supérieur aux valeurs observées avant 2019. Il atteint 17,9 % au 1^{er} trimestre 2026, un taux d'épargne comparable à celui observé aux premiers trimestres 2024 et 2025.



Source : INSEE.

Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

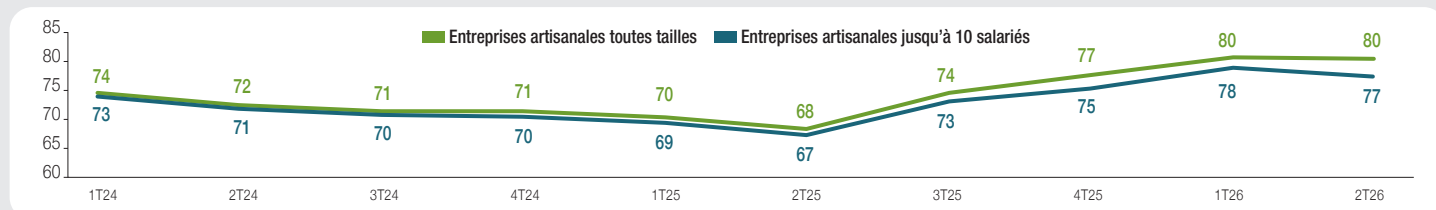
Les carnets de commandes n'augmentent plus

Après 3 trimestres consécutifs de hausse, les carnets de commandes cessent de progresser à la fin du deuxième trimestre 2026. Ils se maintiennent à 80 jours de travail pour l'ensemble des entreprises artisanales (12 jours de plus qu'un an auparavant). La situation se dégrade légèrement pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, dont les carnets de commande baissent

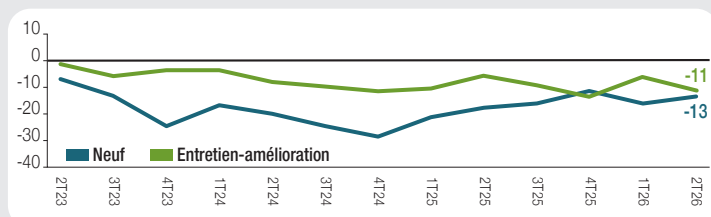
de 78 à 77 jours. Le solde d'opinion se dégrade en entretien-amélioration pour s'établir à -11 points après -6 points au trimestre précédent. À l'inverse, il s'améliore légèrement dans la construction neuve à de -16 points à -13 points. Le solde est plus dégradé pour les entreprises jusqu'à 10 salariés (-12 points) que pour les entreprises de 11 à 19 salariés (-9 points).

Nombre de jours de travail à venir

Source : CAPEB - Xerfi.

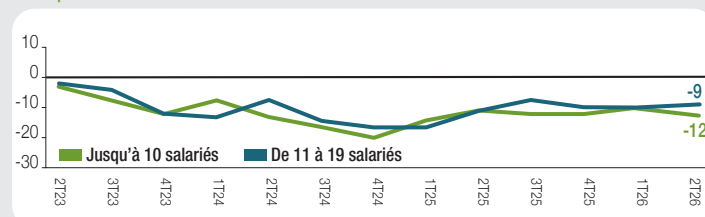


Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - Xerfi, évolution (solde d'opinion) par rapport au trimestre précédent.

Jusqu'à 10 salariés / 11 à 19 salariés

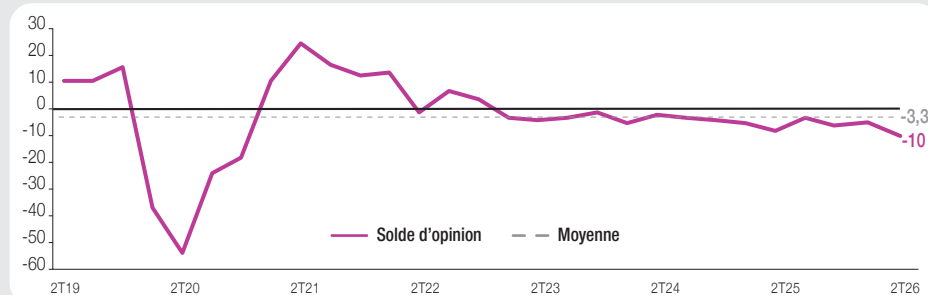


Source : CAPEB - Xerfi, évolution (solde d'opinion) par rapport au trimestre précédent.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinion négatif

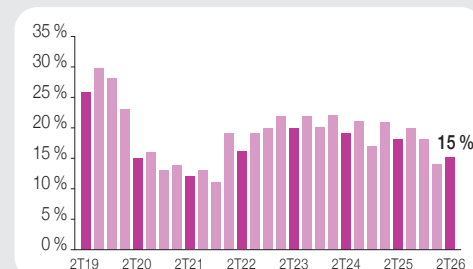
9 % des entreprises enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 19 % constatent une baisse. Le solde d'opinion est ainsi en dégradation et demeure négatif au deuxième trimestre 2026, à -10 points contre -3,3 en moyenne sur longue période.



Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent.

15 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

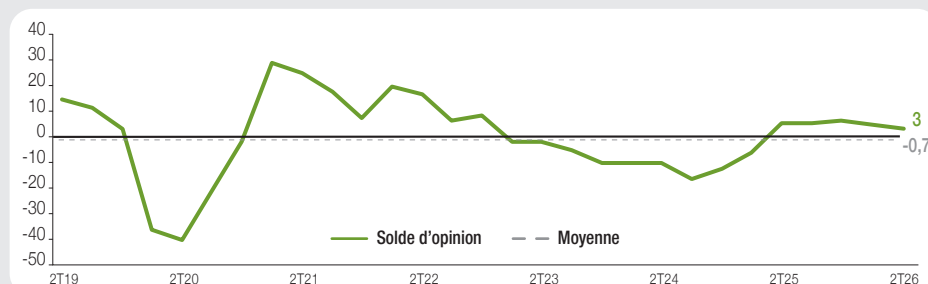
15 % des entreprises déclarent travailler pour les collectivités locales au 2^e trimestre 2026. Cette proportion est inférieure de 3 points par rapport au 2^e trimestre 2025.



SOUS-TRAITANCE

Le solde d'opinion sur la sous-traitance est légèrement favorable

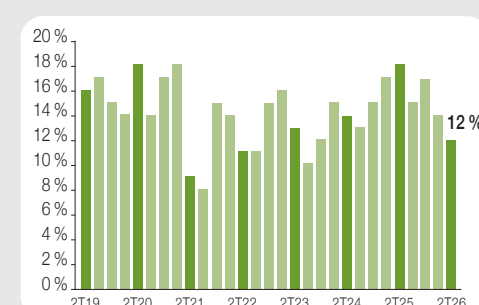
17 % des entreprises notent une progression de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 14 % en constatent une diminution. Le solde d'opinion s'établit ainsi à +3 points.



Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent.

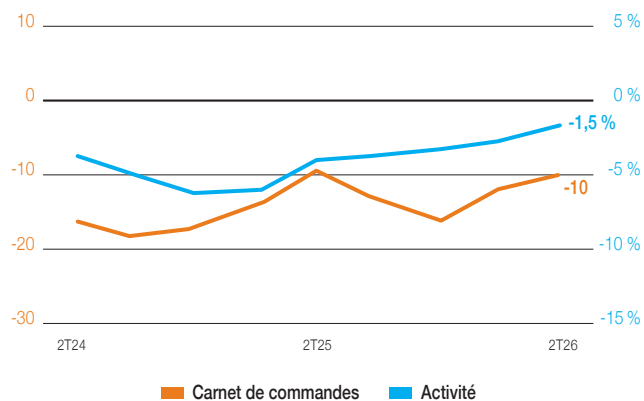
12 % des entreprises en sous-traitance

Au deuxième trimestre 2026, 12 % des entreprises déclarent réaliser une partie de leur activité en sous-traitance, soit 6 points de moins qu'au deuxième trimestre 2025.

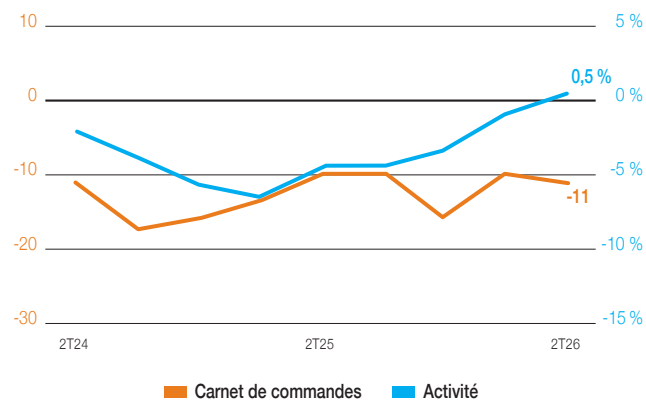


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGION

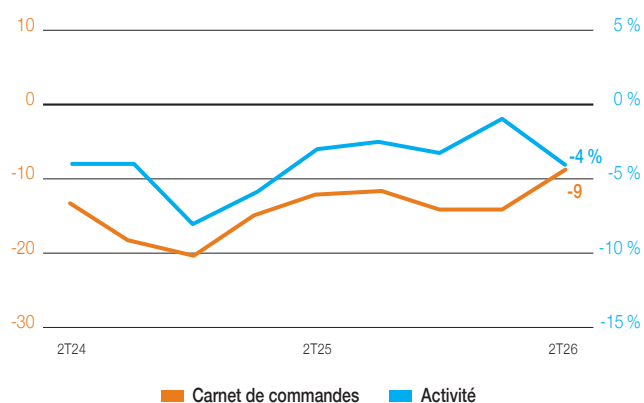
Auvergne-Rhône-Alpes



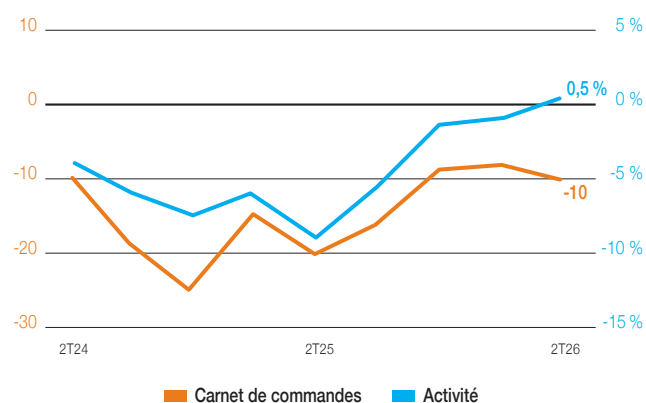
Bretagne



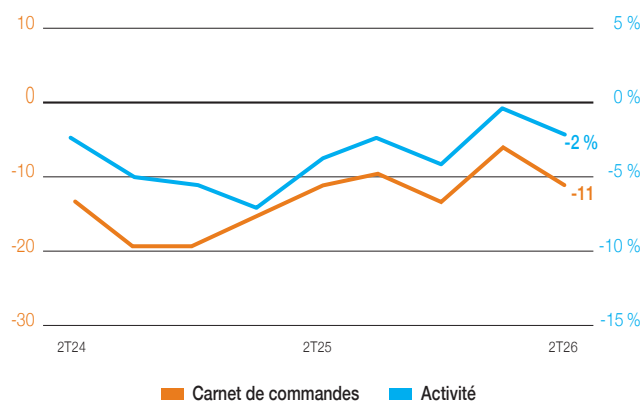
Bourgogne-Franche-Comté



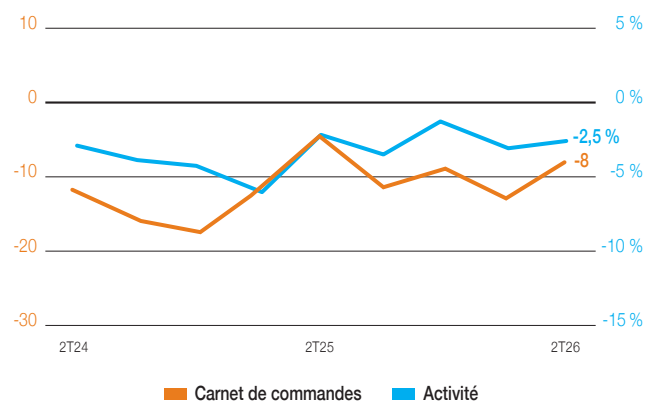
Centre-Val de Loire



Grand Est



Hauts-de-France

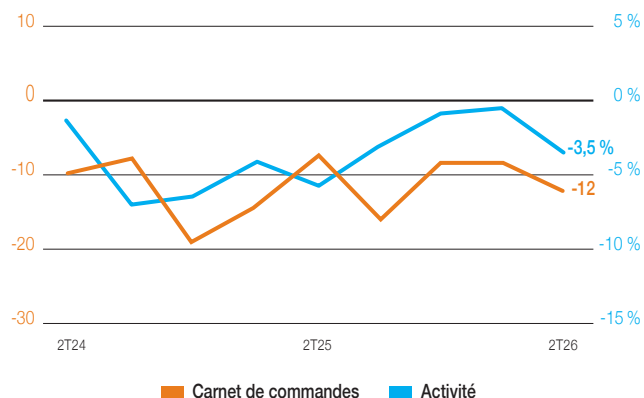


Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année (en bleu : activité et en orange : solde d'opinion sur les carnets de commandes).

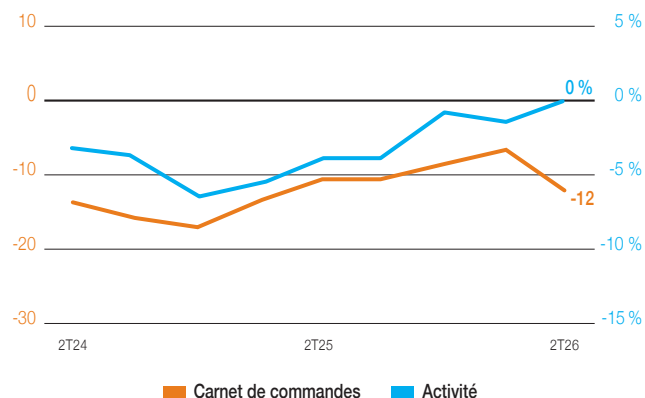
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGION

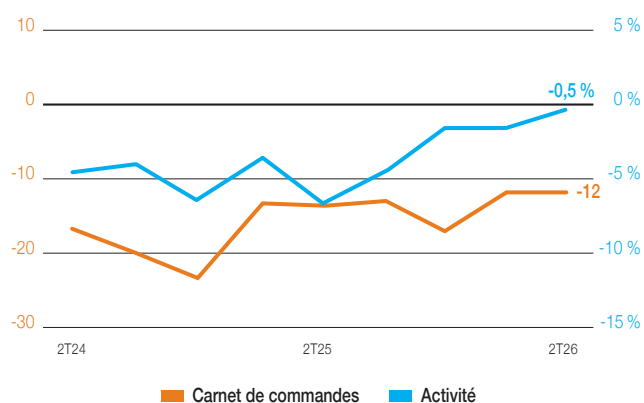
Île-de-France



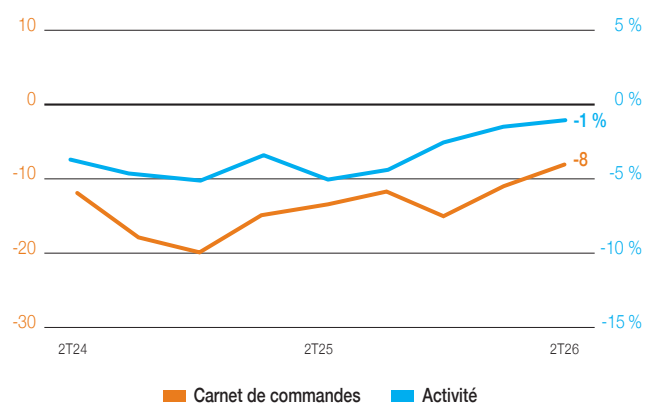
Normandie



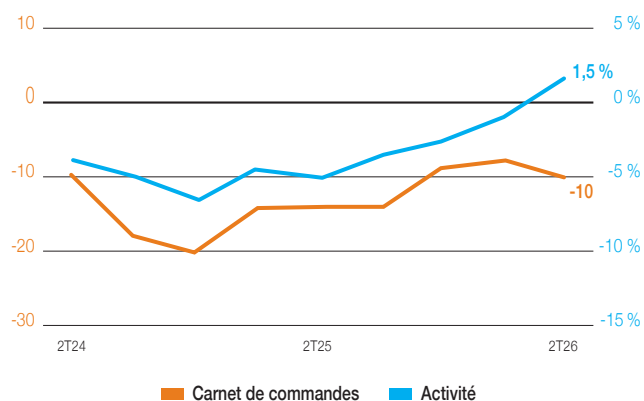
Nouvelle-Aquitaine



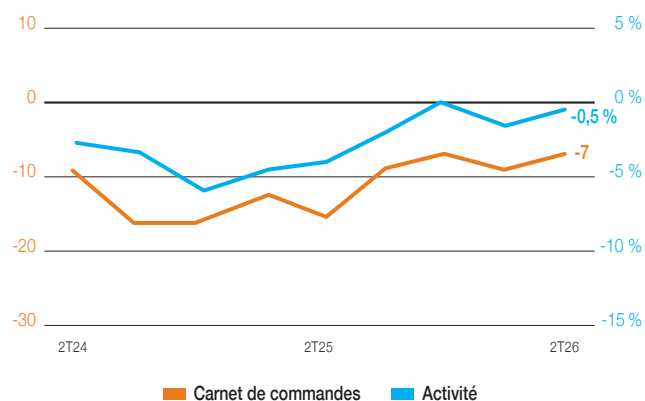
Occitanie



Pays de la Loire



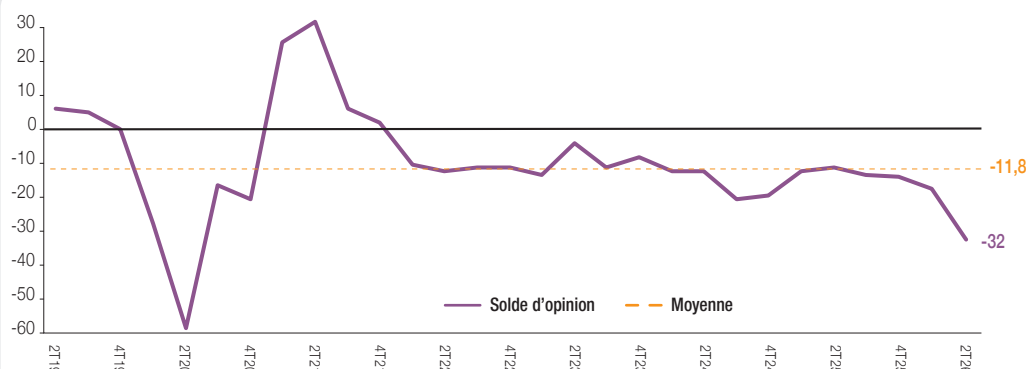
Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse



Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année (en bleu : activité et en orange : solde d'opinion sur les carnets de commandes).

SITUATION DE LA TRÉSORERIE

Le solde d'opinion sur la trésorerie se dégrade nettement

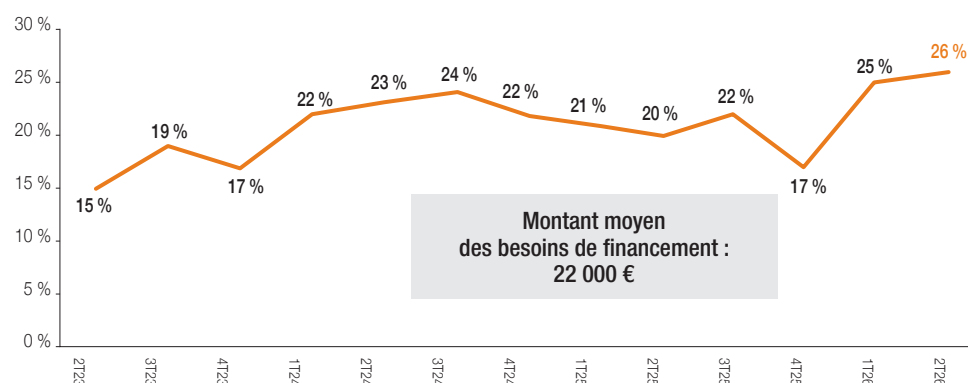


Source : CAPEB - Xerfi, évolution (solde d'opinion) par rapport au trimestre précédent.

Le solde d'opinion concernant la trésorerie se dégrade de nouveau au deuxième trimestre 2026, traduisant une situation tendue. Il s'établit à -32 points contre -11,8 points pour la moyenne de long terme. 35 % des entreprises font état d'une détérioration de leur trésorerie, contre seulement 3 % qui constatent une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE FINANCEMENT

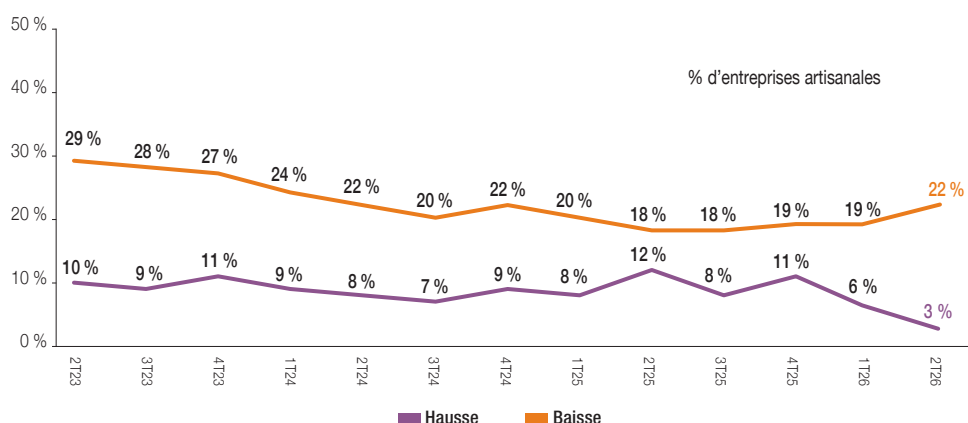
Pourcentages d'entreprises artisanales faisant état de besoins de financement



Source : CAPEB - Xerfi.

Au 2^e trimestre 2026, 26 % des entreprises font état de besoins de financement (contre 20 % un an auparavant). La part d'entreprises concernée poursuit ainsi sa hausse, alors que le montant moyen des besoins est en baisse à 22 000 euros contre 30 000 euros il y a un an. Ces difficultés ont pour origine l'allongement des délais de paiement des clients pour 58 % des entreprises, et pour 28 % des impayés.

ÉVOLUTION DES MARGES



Source : CAPEB - Xerfi.

Au 2^e trimestre 2026, 22 % des entreprises déclarent une baisse de leurs marges, tandis que 3 % constatent une hausse. Le solde d'opinion sur ce trimestre est donc défavorable et en dégradation par rapport au trimestre précédent, s'établissant à -19 points.

PRIX ET COÛTS

ENTRETIEN-AMÉLIORATION : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Les coûts et prix des travaux d'entretien-amélioration s'accroissent

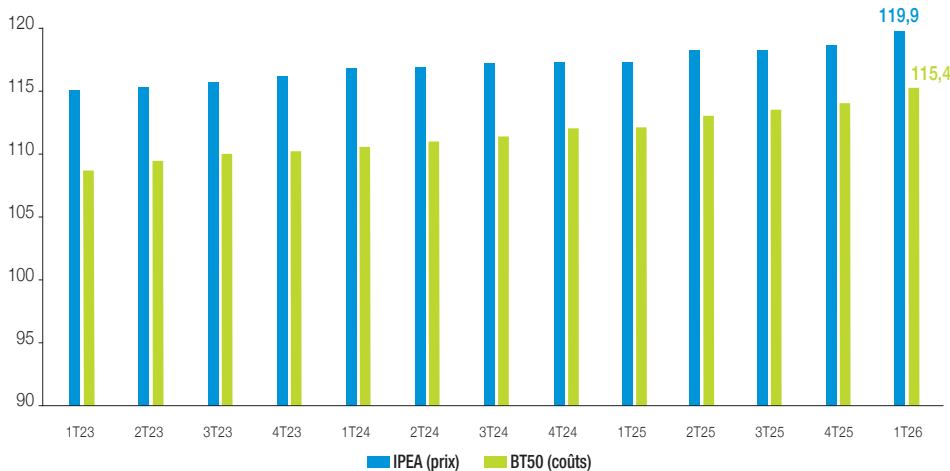
Sur un an, les prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments s'accroissent au premier trimestre 2026 : +1,9 %, après +1,2 % au quatrième trimestre 2025 et +0,9 % au troisième trimestre 2025. Ils augmentent de 1,7 % dans le secteur résidentiel (après +1,2 %) et de 2,0 % dans le secteur non résidentiel (après +1,2 %).

Les prix progressent plus fortement dans les travaux de menuiserie (+2,6 % après +1,9 %), de couverture

(+2,3 % après +1,3 %), dans les « autres travaux de construction spécialisés » (+2,3 % après -0,8 %), dans les « autres travaux d'installation » (+2,1 % après +2,6 %), dans les travaux d'installation électrique (+2,0 % après +2,1 %) et de peinture et de vitrerie (+2,0 % après +1,9 %).

En parallèle, les coûts (selon l'indice BT50) augmentent de +2,7 % sur la même période.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : INSEE, base 100 en 2021.

Évolution des prix par corps de métiers pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels (1T2026/1T2025)

Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA)	+1,9 %
4321 - Installation électrique	+2,0 %
4322 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air	+0,7 %
4329 - Autres travaux d'installation	+2,1 %
4331 - Plâtrerie	+0,8 %
4332 - Menuiserie	+2,6 %
4333 - Revêtement des sols et des murs	+1,4 %
4334 - Peinture et vitrerie	+2,0 %
4391 - Couverture	+2,3 %
4399 - Autres travaux de construction spécialisé	+2,3 %

Source : INSEE, base 100 en 2021.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BTP

Créations : +7,9 %

Au 1^{er} trimestre 2026, 25 025 créations ont été enregistrées dans la construction (+7,9 % par rapport au même trimestre l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : +4,8 %

Au 1^{er} trimestre 2026, 4 008 défaillances d'entreprises ont été enregistrées dans la construction (+4,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025), conservant un niveau élevé.

Source : Banque de France.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en juin 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
---------------------	-----------------------------

102,09 **+1,7 %**

Source : INSEE, indice hors tabac base 100 en 2025.

Indice du coût de la construction

Valeur au 1T2026	Évolution annuelle (T/T-4)
------------------	----------------------------

2 084 **-2,9 %**

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1953.

Indice de référence des loyers

Valeur au 2T2026	Évolution annuelle (T/T-4)
------------------	----------------------------

148,37 **+1,15 %**

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998.

INDEX BT50

Valeur en mai 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
--------------------	-----------------------------

140 **+4 %**

Source : Insee, publication au JO du 17 avril 2026 base 100 en 2010.

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en mai 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
------------------------------	-----------------------------

3 597,2 **+47,3 %**

Cuivre

En dollars/tonne en mai 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
------------------------------	-----------------------------

13 276 **+39,3 %**

Zinc

En dollars/tonne en mai 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
------------------------------	-----------------------------

3 395,8 **+28,4 %**

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en mai 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
--------------------	-----------------------------

129,7* **+2,1 %**

Béton prêt à l'emploi

Valeur en mai 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
--------------------	-----------------------------

136,5* **+3,6 %**

Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en mai 2026	Évolution annuelle (M/M-12)
--------------------	-----------------------------

102,9* **+6,2 %**

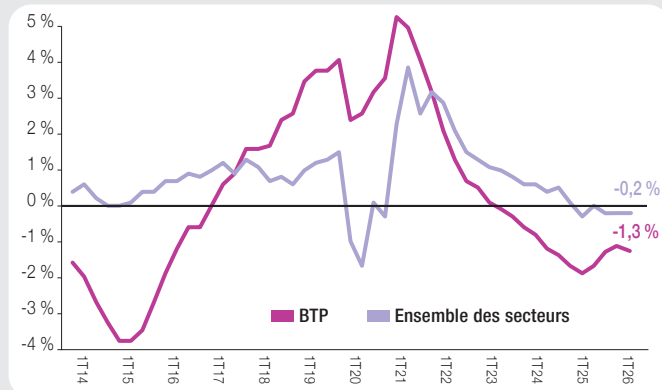
* Valeur provisoire.

Source : INSEE, indice base 100 en 2021.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 525 800 au 1T2026, soit une baisse de 1,3 % sur un an (contre -0,2 % dans l'ensemble des secteurs principalement marchands).



Source : INSEE.

Emploi intérimaire

Au 1^{er} trimestre 2026, le secteur de la construction totalise 122 628 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein). L'intérim recule par rapport au 1^{er} trimestre 2025 (-4,7 %).

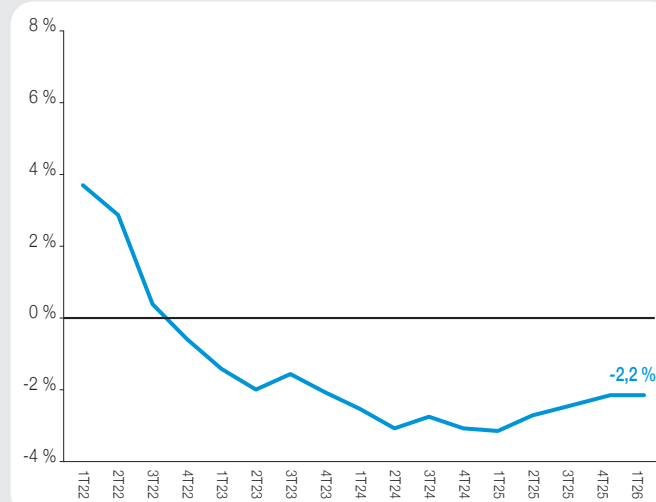
Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,4 %.

Source : DARES.

EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié

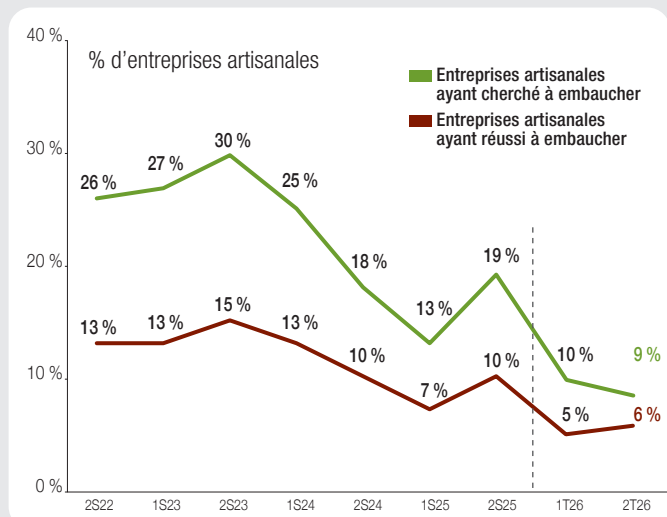
Au 1^{er} trimestre 2026, l'emploi recule dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés par rapport au 1^{er} trimestre 2025. La variation s'établit à -2,2 %, soit 17 808 emplois détruits (environ 12 000 emplois pour les jusqu'à 10 salariés du bâtiment).



Source : ACOSS.

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

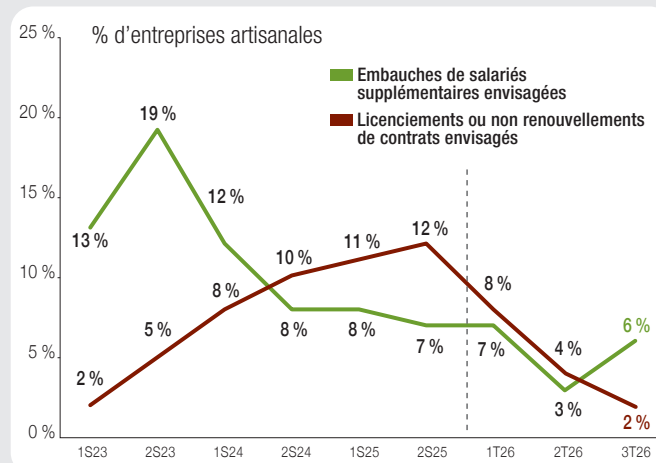
Au deuxième trimestre 2026, la part d'entreprises déclarant avoir cherché à recruter s'établit à 9 %. Un peu plus de la moitié des entreprises y sont parvenues, soit 6 % des entreprises.



Avertissement méthodologique : à compter du T12026, les questions relatives aux embauches et intentions d'embauches sont posées à une fréquence trimestrielle et non semestrielle.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Le deuxième trimestre voit un premier signal positif pour les recrutements dans le secteur du bâtiment. Pour la première fois depuis le premier semestre 2024, la part d'entreprises artisanales envisageant un recrutement pour la période à venir (6 %) dépasse la part d'entreprises envisageant un licenciement ou non-renouvellement de contrats envisagés (2 %).



Avertissement méthodologique : à compter du T12026, les questions relatives aux embauches et intentions d'embauches sont posées à une fréquence trimestrielle et non semestrielle.